

La corruption entraîne la chute de Mariano Rajoy



Mariano Rajoy a été séparé ce vendredi de la présidence du gouvernement espagnol lorsque le Congrès des Députés a approuvé par 180 voix pour contre 169, une motion de censure présentée contre lui pour une affaire de corruption, connue comme « l'affaire Gürtel » dans laquelle étaient impliqués plusieurs membres de la direction du Parti Populaire dont Rajoy est le principal dirigeant.

L'on voyait venir le châtimeur contre Rajoy après le débat de la veille au cours duquel le Parti Nationaliste Basque et des organisations catalanes ont annoncé qu'ils appuieraient l'initiative proposée par le socialiste Pedro Sanchez qui est devenu le nouveau chef de l'Exécutif espagnol.

L'enquête sur les actes illicites a démarré en 2007 mais ce n'est que le 8 mai de cette année que la première condamnation ferme a été prononcée suivie d'une autre le 24 qui ont envoyé en prison pendant plusieurs années d'anciens responsables du Parti Populaire à Madrid et à Valence, qui avaient bénéficié de paiement faits par des chefs d'entreprises en échange de l'assignation de travaux publics.

L'enquête a permis aussi de savoir que le Parti Populaire avait une double comptabilité dans laquelle il notait les revenus perçus illégalement.

Rajoy, qui n'a jamais figuré parmi les accusés, a toujours prétendu ignorer de telles pratiques de son organisation politique ce qui est peu crédible car il s'agit d'un leader du Parti Populaire, sauf si, pendant

des années, il avait eu le regard tourné vers une autre partie et il ne faisait pas ce que faisaient ses proches collaborateurs.

Nombreux sont ceux qui se demandent ce qui va changer en Espagne, maintenant que le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol est à la présidence du gouvernement et cela dépend, en réalité de plusieurs facteurs dont la disposition de Sánchez de prendre ses distances vis-a-vis du cap néo-libéral de Rajoy, ce qui est peu probable car, comme il l'a déjà annoncé il mènera la même politique économique de son prédécesseur.

Plusieurs médias disent, depuis ce matin, que le gouvernement espagnol a fait un virage à gauche, ce qui, à mon avis, est une vision erronée. La position la plus à gauche que pourrait adopter le PSOE le rapprocherait de celle de la social-démocratie européenne, une position qui n'a quasiment rien de gauche.

C'est ce qu'a signalé au parlement, le représentant de l'Ezquerra Republicaine, Joan Tardá, qui a mis l'accent sur le fait que l'appui à la motion de censure n'est absolument pas un oui au PSOE et à Sánchez, mais une condamnation de la corruption du Parti Populaire.

Il a rappelé que, dans le passé, les pratiques du Parti Social Ouvrier Espagnol ne se sont pas différenciées de celles du parti de Mariano Rajoy.

Le nouveau président du gouvernement pourrait et il devrait, corriger plusieurs choses en matière de politique extérieure et la plus importante est le retrait du soutien que ce pays donne à l'extrême-droite vénézuélienne et la cessation des actions interventionnistes contre la Patrie de Bolívar qui portent tant de préjudice à ce peuple frère.

Seulement cela suffirait pour que l'on se souvienne de lui comme d'un gouvernant qui a contribué à sauver la dignité et la souveraineté de l'Espagne face aux pressions des États-Unis, ainsi qu'à améliorer le climat des relations internationales, viciées par l'obsession de Washington de s'approprier des richesses des autres.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/163605-la-corruption-entraîne-la-chute-de-mariano-rajoy>



Radio Habana Cuba